

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Opinion-publique-Des-questions-que-l-on-ne-pose-plus-sur-la-fabrication-d-un-ennemi>

# Opinion publique : Des questions que l'on ne pose plus sur la fabrication d'un ennemi

- Empire et Résistance - Ingérences, abus et pillages -  
Date de mise en ligne : vendredi 16 mars 2018

## Description :

Opinion publique : Des questions que l'on ne pose plus sur la fabrication d'un ennemi - Yakov Rabkin

---

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

---

La crise internationale autour de l'attentat contre Sergueï Skripal, ex-espion britannique au sein du service de renseignement militaire à Moscou, a fait couler beaucoup d'encre depuis une semaine. La Grande Bretagne a expulsé 23 diplomates russes en les accusant d'être des agents de renseignement. Ayant suivi le débat télévisé en direct depuis la Chambre des communes, j'ai entendu des appels de parlementaires britanniques à des mesures robustes, allant du boycottage du Mondial de soccer en Russie à la rupture des relations diplomatiques. La noble indignation était à son apogée.

Or, en même temps, Scotland Yard affirmait que l'enquête continue et qu'il n'y a à ce stade aucune conclusion tirée sur le motif et l'auteur de l'attentat. C'est pourquoi Mme Theresa May ne pouvait qualifier la culpabilité alléguée de la Russie autrement que comme « *hautement probable* ». Cet article n'a pas pour but d'innocenter la Russie ou de dévoiler les vrais coupables mais d'identifier des questions de base que l'on ne pose plus : le motif et le profit du crime.

La question du motif est importante. Si c'est l'État russe qui en est l'auteur, il est difficile de comprendre pourquoi il ne l'aurait pas fait disparaître pendant les années qu'il a passées à purger sa peine de prison pour trahison en Russie. Une autre question bien connue depuis l'antiquité, qui en profiterait ? C'est clair que ce n'est pas l'État russe dont la réputation est davantage ternie à quelques mois de la coupe du monde de soccer. Le président russe n'aurait pas commandé un tel assassinat ciblé (que pratiquent plusieurs pays, dont Israël et les États-Unis) afin de rehausser sa côte de popularité à quelques jours des élections présidentielles : il n'en a tout simplement pas besoin.

La question du motif n'a été posée ni dans l'affaire de l'ex-agent de sécurité Litvinenko, ni dans le cas de l'avion de la Malaysian Airlines abattu au-dessus de l'Ukraine. Quel profit en a cherché à tirer la Russie ? Quel profit aurait cherché à en tirer la Russie ? Pour l'ensemble de ces cas, par ailleurs, aucune preuve irréfutable n'a été produite quant à l'auteur des ces actes même si les politiciens occidentaux et les médias *mainstream* ont pointé du doigt Moscou. Or, il s'agit en fait de la présomption de la culpabilité de la Russie.

Un autre cas célèbre où la Russie a été vite mise au banc des accusés est la mini-guerre déclenchée en Géorgie en 2008 le jour même où commençaient les Jeux olympiques à Pékin. Selon le consensus occidental et les manchettes des journaux, l'armée russe aurait initié le conflit. Or, une commission d'enquête de l'Union européenne a constaté, après une étude détaillée des faits sur le terrain, que c'était la Géorgie qui avait attaqué les forces russes agissant sous le mandat des Nations Unies.

Finalement, la saga de l'ingérence alléguée de l'État russe dans les élections aux États-Unis, dans les campagnes pour les référendums d'indépendance en Écosse et en Catalogne, dans celle pour le Brexit etc. démontre que la pensée unique triomphe sur l'obligation d'examiner les faits et poser les questions de base. Il s'agit en fait d'un phénomène bien connu de mobilisation de l'opinion publique afin de fabriquer un ennemi. À la fin du 19e siècle la presse US sous la baguette de William Hearst et de Joseph Pulitzer (oui, celui du Pulitzer Prize) a littéralement fomenté la guerre contre l'Espagne sous prétexte d'une attaque contre le Maine, bâtiment de guerre US à la Havane. C'est l'Espagne qui « *jouissait* » alors de la présomption de la culpabilité : « *Remember the Maine. To hell with Spain* » clamait la presse sans que le mystère n'ait été clarifié jusqu'à nos jours. Et, bien entendu, on ne posait pas la question « *à qui profite le crime ?* ». Assurément, il n'a profité ni à l'Espagne, ni à Cuba qui fut ensuite occupée par les troupes États-unienne.

Cet article met en relief une dangereuse tendance de remplacer l'examen rationnel des faits par l'indignation et la diabolisation. Cette tendance est plus dangereuse qu'à l'époque du Maine. De nos jours elle risque de provoquer une confrontation nucléaire à des conséquences inimaginables.

**Yakov Rabkin\***.

\***Yakov Rabkin**. L'auteur est professeur d'histoire à l'Université de Montréal

[El Correo de la Diaspora](#). Paris, le 16 mars 2018